

# L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## • Yougoslavie

# UNE DEFENSE VIGILANTE

A 85 ans passés, Tito, infatigable, continue de diriger une active politique de

relations diplomatiques diversifiées, dans laquelle s'inscrit la visite actuelle en France. Cette politique de relations intenses avec, notamment, les pays d'Europe, et du tiers Monde, s'explique par les préoccupations que suscitent dans l'équipe dirigeante yougoslave l'avenir du pays. Il semble évident que la disparition du président ouvrira une période difficile pour la Yougoslavie. Sur le plan intérieur, le ciment national est loin d'être encore solide entre la mosaïque de peuples, de langues, de cultures de religions, qui compose les six républiques : Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Croatie, Macédoine, Slovénie, et Serbie.

Sur le plan extérieur, la situation géographique de la Yougoslavie, bordée à l'Ouest par l'Adriatique et disposant de frontières communes avec l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie l'expose depuis longtemps déjà à l'appétit de Moscou.

Le social impérialisme guigne le pays qui lui permettrait d'enfoncer beaucoup plus profondément ses griffes en direction de l'Europe occidentale. Il escompte que les troubles dus à la difficile succession de Tito lui permettrait d'asseoir solidement son influence dans ce pays frondeur et épris d'indépendance qui fait la sourde oreille à ses tentatives de séduction comme à ses menaces. A cette fin, Moscou entretient en Yougoslavie même une 5ème colonne séditeuse chargée de semer la division dans le pays et d'ouvrir le moment venu la route à son influence accrue, et si nécessaire, à ses chars d'assaut.

(Suite page 2)

## Chômage: le coup de frein de Beullac

# 13 100 CHOMEURS DE PLUS!

Beullac est venu annoncer, mardi soir, à la télévision que, grâce à ses efforts et à ceux des patrons, il y aurait un «coup de frein sur le chômage».

Beullac, qui n'avait d'ailleurs visiblement rien d'autre à dire, citait à l'appui des chiffres indiquant une baisse en septembre par rapport à août.

Ces chiffres venaient, comme par hasard, de lui «tomber entre les mains».

De là à penser qu'ils étaient calculés pour l'occasion...

Les millions de travailleurs, les centaines de milliers de chômeurs savent bien, eux, que ça ne s'arrange pas, au contraire :

les queues au pointage aux agences sont toujours plus longues et les licenciements vont toujours bon train !

Mais regardons de plus près ces chiffres. Ils sont, nous a dit Beullac, «corrigés des variations saisonnières». C'est-à-dire qu'ils ont été calculés par les statisticiens dans leurs bureaux pour obtenir une image sur une longue période de l'évolution du chômage : pour cela, on «efface» des variations telles que celles liées aux saisons, à la période de l'année.

Les données réelles, observées, indiquent, elles, une augmentation de 13 100 en septembre par rapport à août !



C'est un comble : c'est cela que Beullac appelle «coup de frein sur le chômage» en citant des chiffres fabriqués pour d'autres usages !

Et l'on sait déjà tous les moyens utilisés pour ca-

moufler des chômeurs en les faisant disparaître des statistiques !

C'est pourtant des chiffres de Beullac que la grande presse se saisira, c'est son point de vue qu'on va entendre sur tous les tons :

c'est de la manipulation pure et simple !

Mais, en matière de chômage, la politique du gouvernement c'est bien de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

On nous dit que les jeunes ne veulent pas travailler, que si les immigrés s'en allaient, il n'y aurait plus de chômage, etc.

Tout cela n'est que mensonge pour désarmer et diviser la classe ouvrière et la détourner de la cible qu'elle doit abattre : le système capitaliste !

## Editorial

### • Espagne

## Le PCF salue l'accord d'austérité

Il ne se passe maintenant plus de jour sans qu'on nous abreuve des déclarations aigres jetées par tels dirigeants de l'«Union de la gauche» à leurs alliés d'hier.

Ainsi, l'Agence France-Presse laisse, mardi soir, une large place aux déclarations de Paul Laurent et de l'«Humanité» contre le Parti socialiste.

A entendre la direction du PCF, le Parti socialiste est devenu brusquement de droite tandis que le PCF, lui, est de gauche : la preuve, la direction du PCF fait beaucoup de bruit en traitant les autres de droitiers...

Les autres ? Non, pas tous les autres...

Cela dépend : la vérité pour ces messieurs est élastique comme les principes.

Et ceci, trouvé dans l'«Humanité» du mardi 11 octobre en est la preuve : «Accord gouvernement-opposition en Espagne» titre l'organe central du PCF, à la une sur sa sixième colonne. Suit un article élogieux qui explique que «gouvernement espagnol et opposition se sont mis d'accord sur les grandes lignes d'un plan de redressement économique». L'article se poursuit, à la page 8, sous le titre développé ainsi : «Important accord gouvernement-opposition en Espagne». On peut y relire : «Le gouvernement Suarez et tous les partis politiques espagnols, représentés aux Cortès, se sont mis d'accord, dimanche soir, sur un programme de redressement économique et politique du pays... (rien que ça !).

Et en conclusion, l'«Humanité» annonce : «Jeudi 13 octobre, une nouvelle rencontre gouvernement-opposition doit porter sur les problèmes soulevés par l'autonomie des régions, la démocratisation de l'information, l'ordre public, la réforme du code

pénal...».

On croit rêver. Mais non, la même direction qui considère quelques centaines de «nationalisations» comme la frontière entre capitalisme et «voie démocratique ouvrant la voie au socialisme», salue l'accord sur la gestion de la crise entre Carrillo et la monarchie espagnole comme un «jalón important dans l'évolution économique et politique du pays». Ajoutez à cela que Georges Marchais et Cie approuvent et soutiennent la ligne de «compromis historique» et de gestion de l'austérité du PC italien, et vous aurez de solides éléments de réflexion sur les motifs de la rupture de l'«Union de la gauche». Ces motifs ont-ils quelque chose à voir avec les intérêts fondamentaux des ouvriers ? Non !

En même temps, tout cela doit permettre de se poser des questions rétrospectivement sur les raisons de la signature du Programme commun : car Georges Marchais et la direction du PCF savaient bien, dès 1972, que le PS est un parti bourgeois, alors pourquoi feindre de le découvrir aujourd'hui ? Tout simplement parce que le rapport des forces au sein de l'Union de la gauche a considérablement changé et surtout parce qu'un courant révolutionnaire se développe en profondeur dans la classe ouvrière ; un courant de défiance vis-à-vis de l'«Union de la gauche». Alors les dirigeants du PCF renouent avec une vieille pratique : faire du tapage, beaucoup de bruit, beaucoup de déclarations indignées, le temps de se refaire un visage de chefs ouvriers «durs à cuire». Mais ça ne suffit plus ! Les ouvriers, masse de manœuvres pour les ambitions électorales de tel ou tel parti bourgeois, même s'il se prétend communiste, ça ne durera pas indéfiniment !

## LA CHINE DEPUIS LA MORT DE MAO

### Brochures parues aux Editions de Pékin

- Sur la chute de la bande des Quatre «Une grande victoire historique» (Octobre 1976) ..... 1,00 F
- Sur la Conférence sur l'agriculture (décembre 1976) HOUA KOUO-FENG : Discours à la 2e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture ..... 1,00 F
- TCHEN YONG-KOUEI : Critiquer à fond la bande des Quatre ..... 1,00 F
- Sur l'étude du Tome V des œuvres choisies de Mao Tsé-toung : HOUA KOUO-FENG : Poursuivons jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat ..... 1,00 F

Sur la Conférence sur l'industrie Documents ..... 1,50 F  
Toutes ces publications sont disponibles, entre autres, aux librairies :  
- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.  
- La Force du Livre 33, rue René L. Eynaud 69001 Lyon  
Et par correspondance à : E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.  
(Les prix indiqués ne comprennent pas les frais de port).





## AUSTERLITZ — BANLIEUE Des flics qui espionnent

Nous avons reçu le témoignage suivant d'un voyageur de la SNCF.

«Accompagnés par une demi-douzaine de contrôleurs de la SNCF, trois ou quatre flics en civil, gabardine et feutre noir, demandent les papiers dans le train. Parfois, ils s'assoient à côté des passagers, ils écoutent leurs conversations. Ces contrôles s'effec-

tuent aux derniers trains entre minuit et une heure du matin. Cela se passe régulièrement sur la ligne banlieue Austerlitz. Sans nul doute, cela doit se passer ailleurs.

«On se croirait revenus au temps de l'occupation».

## Dans le Jura Vergès ne veut pas mourir

Près de 2 000 personnes se sont rendues, le dimanche 9 octobre, dans la petite commune de Vergès, dans le Jura. L'école de Vergès, menacée de fermeture depuis février dernier, n'a (officiellement) plus d'instituteurs depuis la rentrée. Ce sont des instituteurs en retraite qui, avec l'aide des parents, assurent le fonctionnement de l'école. L'arrivée imminente d'une famille portera de 12 à 15 enfants l'effectif scolaire de la localité. Depuis la rentrée, le car de ramassage scolaire repart à vide le matin. Vergès a son école.

La suppression de l'école serait un pas de plus vers la mort du village. Un appel du comité d'animation de la fête, organisée dimanche, déclare : «L'exode rural a commencé, on a vu partir des jeunes, fermer le café, etc. et puis un jour l'école, privant ainsi le village de sa dernière source de vie».

Mais à Vergès, on réagit. La fête de dimanche a montré la détermination des habitants. Ceux-ci sont soutenus par les habitants des villes et villages voisins.

Les écoliers de Vergès ont chanté, dimanche, la lutte de tout le village :

Dans mon village, il y a une école  
Et cette école on veut la garder  
Ils (les enfants) ont appris que dans ce beau village  
On sait vivre, on sait lutter  
J'ai lié ma botte avec un brin d'osier.

Ce sont des paroles de la chanson qu'ils ont chantée en chœur dimanche à Vergès.

## AMITIE FRANCO-ARABE Le prix M Hamchari décerné

Le jury du prix de l'Amitié franco-arabe, créé par l'Association de solidarité franco-arabe, a attribué le 5 octobre :

— le prix Mahmoud Hamchari à 2 ouvrages collectifs «Palestine et Liban : promesses et mensonges de l'Occident» édité chez l'Harmattan et «la Palestine au cinéma» de Guy Hennebelle et Khemais Kheyati aux Éditions E 100.

## K Croissant devant la justice

La cour d'appel de Paris a examiné, lundi 10, la demande de mise en liberté de K. Croissant, l'avocat allemand de la bande à Baader. La cour rendra son arrêt mercredi 12.

L'avocat général a demandé le maintien de l'emprisonnement de Croissant, en soupçonnant celui-ci de vouloir profiter d'une éventuelle libération pour se soustraire à la «justice française».

Les défenseurs de l'avocat ont rappelé que son crime c'est «d'avoir défendu avec énergie des détenus politiques». L'un d'eux, J. Nordmann, a dénoncé «les pressions sans précédent qu'a subi notre pays»

de la part du gouvernement allemand.

Alors que le nazi Kappler a trouvé refuge en RFA, les avocats progressistes y sont emprisonnés (7 collaborateurs de Croissant sont en prison), alors que les partis marxistes-léninistes sont menacés d'interdiction, la collaboration du gouvernement français avec la police et la justice allemandes indique sa volonté de renforcer la répression, à l'instar de ce qui se passe en Allemagne.

Rappelons que c'est le 24 octobre que sera examinée la demande allemande d'extradition de K. Croissant.

### ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

#### QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

#### QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F



# Poursuite de l'expansion sioniste

Israël affermit sa position : le gouvernement se refuse à tout compromis. Même si cela devait entraîner une «brouille» avec les USA, a déclaré Moshe

le aucune des parties présentes n'avait exigé une participation palestinienne et encore moins une participation de l'OLP.

Israël refuse de recon-

est reconnue et soutenue par l'immense majorité du monde.

Le gouvernement sioniste estime que s'il y a une représentation palestinienne, elle ne pourrait être composée que par des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, à condition qu'ils ne se désignent pas comme représentants de l'OLP. A cela, la population de Gaza a répondu par un mémorandum.

En même temps, Israël poursuit sa politique expansionniste, établissant de nouvelles colonies juives en Cisjordanie.

Le ministre adjoint de la Défense israélien a annoncé lors d'une conférence de presse à Tel Aviv que 14 nouveaux points d'implantation juive seront créés dans l'année à venir.

Il justifie ces nouvelles implantations en expliquant : «La carte de nos implantations répond à des impératifs de sécurité.»

## Augmentation de l'immigration juive en provenance de l'URSS

763 immigrants juifs d'URSS sont arrivés en septembre en Israël. Contre 445 attendus a expliqué Nakiss, directeur général du Département de l'immigration de l'organisation sioniste mondiale. Nakiss estime que cela correspond au désir du Kremlin d'améliorer son visage de marque au moment où se tient la conférence de Belgrad. Curieuse image de marque que celle qui consiste à alimenter en main d'œuvre l'Etat sioniste !

Les nouveaux points de colonisation seront fondés, pour leur majeure partie, par le Gouch Emounim, mouvement religieux sioniste qui considère la Cisjordanie comme partie intégrante du patrimoine biblique d'Israël.

## Mémorandum de la population de Gaza

La population de Gaza a publié un mémorandum soulignant que «l'Organisation de libération de la Palestine est le seul représentant légitime des Palestiniens» et rejetant «toute représentation palestinienne qui ne serait pas celle de l'OLP».

Ce mémorandum a été signé par «les institutions et les municipalités de Gaza aussi bien que par les personnalités telles que M. Rachad Chaoua, maire de Gaza».

Les signataires de ce mémorandum soulignent que la Bande de Gaza fait partie de la Palestine. «Sa population fait partie du peuple palestinien qui est uni dans son rejet de l'occupation et lutte pour y mettre fin.»

Ce mémorandum a été envoyé à l'ONU, à la Ligue arabe, ainsi qu'au «Comité des Vingt» de l'ONU, chargé de veiller au respect des droits inaliénables du peuple palestinien.

Dayan. Lors d'une conférence de presse, ce dernier a réaffirmé l'opposition du gouvernement sioniste à toute négociation avec l'OLP et à la création d'une entité palestinienne dans les territoires occupés.

«Si les pays arabes font un préalable de la présence de l'OLP, alors, il n'y aura pas de conférence de Genève». Par ailleurs, Dayan, pour justifier son point de vue, a expliqué que l'OLP n'a pas à être présente dans la mesure où cette conférence de Genève ne serait qu'une reprise de la conférence de la Paix de décembre 1973, pour laquelle naître une situation nouvelle par rapport à 1973 : l'OLP

## ● Espagne

Dimanche était conclu un accord entre tous les partis bourgeois allant de la droite classique au PCE. Cet accord prévoit entre autres un plafond des augmentations de salaires ainsi que le droit pour les patrons de licencier 5 % de leur personnel.

Les premières réactions en provenance des organisations syndicales ont été défavorables au pacte social, que ce soit l'Union syndicale ouvrière (extré-

me gauche), l'Union générale des travailleurs (jusqu'à dominée par le PSOE — socialiste), la Confédération nationale des travailleurs (anarchiste) ou la Confédération des syndicats unitaires des travailleurs. Même les syndicats dirigés par les partis qui ont signé se sont prononcés contre le pacte social.

Jeudi dernier, 800 000 personnes défilaient à l'appel des organisations syndicales, en criant : «Nous voulons du pain, du travail et des indem-

nités de chômage», «Baise des prix» et déjà de nombreux syndicats avaient refusé le projet de pacte social du gouvernement.

Dimanche soir, 500 000 personnes ont manifesté à Valence pour exiger le statut d'autonomie et le rétablissement d'un gouvernement provisoire à l'occasion de la fête nationale du pays valencien.

C'est la plus importante manifestation organisée à Valence depuis 40 ans.

## ● Yougoslavie Une défense vigilante

(Suite de la page 1)

Les dirigeants yougoslaves qui ont dénoncé clairement l'agression russe en Tchécoslovaquie connaissent le poids de cette menace et entendent y faire face.

La Yougoslavie se prépare activement à faire face à toute agression, en sachant d'où vient pour elle le danger principal;

Pour cela, elle a décrété que la guerre serait déclarée automatiquement dès le premier acte d'agression contre un point quelconque de son territoire. Elle applique une politique de défense populaire générale visant à dissuader tout agresseur éventuel par une préparation permanente de la société yougoslave à la résistance. Le droit de se battre les armes à la main contre tout agresseur est reconnu à tout citoyen yougoslave par la constitution qui, par ailleurs, interdit à qui-

conque de reconnaître ou de signer la capitulation de ses forces armées.

L'armée populaire, issue des combats glorieux de la libération antinazie se fonde sur la conscription obligatoire pour tout citoyen et un service militaire de 15 mois. La défense territoriale est standardisée pour l'ensemble du pays et s'appuie également sur les forces de la milice populaire permanente. Toutes les unités de la défense territoriale sont entraînées à pouvoir exécuter leurs missions de manière autonome ou en coopération avec l'armée populaire. La république populaire yougoslave entend enfin être le plus possible indépendante en matière d'armements. Sa production à des fins militaires lui permet dès aujourd'hui de couvrir environ 80% des besoins de ses forces armées.

## Pol Pot à Pyongyang (Corée)

Pol Pot, secrétaire général du Parti communiste et premier ministre du Kampuchéa, vient d'achever une visite amicale en République démocratique et populaire de Corée. Un vaste meeting de 100 000 personnes a accueilli à Pyongyang la délégation qu'il conduisait. Au cours de cette manifestation chaleureuse et fraternelle, le président Kim Il Sung a notamment déclaré : «Le Parti du Travail de Corée, le gouvernement de la République et le peuple coréen tout entier soutiennent sans réserve toutes les lignes et politiques du Parti communiste et du gouvernement du Kampuchéa et encouragent toujours activement la lutte révolutionnaire du peuple du Kampuchéa.»

«La situation actuelle exige que les peuples d'Asie forment un front uni contre l'impérialisme et toutes les autres forces de domination et fassent échec à leur activité d'agression.»

En réaffirmant sa solidarité à la lutte du peuple coréen pour la réunification de sa patrie, Pol Pot a affirmé : «Les sinistres manœuvres des impérialistes, des expansionnistes et de leurs alliés visant à saper les mouvements de lutte des peuples, à semer la discorde parmi les rangs des pays non alignés et à miner la solidarité des pays du tiers monde, à tromper les peuples en prônant l'esprit de dépendance et de servilité vis-à-vis des grandes puissances, ne cessent de subir des défaites.»





## LE BI-MENSUEL No16 EST PARU

Au sommaire : *Travailleurs immigrés : tous les ouvriers concernés - L'impasse de l'Union de la gauche - Cambodge : le parti communiste édifié dans la lutte armée - La parole aux Indiens - 4e année noire pour la petite paysannerie - MJC d'Orléans : des licenciements politiques - Defrenne : un «non» collectif - Le viol : un crime odieux - Cinéma - Sciences : le cancer - Le «Groupe Octobre (1932-1936) - Chili : la «voie pacifique» : une voie sanglante.*

## Jean Moulins aux dossiers de l'écran La lutte pour la direction de la résistance

Mardi soir, il était question de la Résistance aux dossiers de l'Écran, avec un film sur Jean Moulins.

Au-delà des disputes sur la personne (Jean Moulins servait-il De Gaulle ou le PC), il fut question de la naissance des organes unifiés de la Résistance, du genre CNR.

Chacun a pu voir comment, à travers ce processus, la bourgeoisie n'a eu qu'un seul souci : contrôler la Résistance, contre-balancer le Parti communiste, tout mettre en œuvre pour que la Résistance ne débouche pas sur la révolution.

Comme a dit l'un des

participants au débat, on a ainsi évité qu'il y ait, à la fin de la guerre, «un maquis rouge et un maquis blanc» !

Les capitalistes, avec De Gaulle, ont pu reprendre les choses en main à la Libération.

Mais c'est que le PC a abandonné son indépendance, accepté de laisser la direction à la bourgeoisie et de coopérer avec elle, sous ses ordres, dans ce genre d'organisme, pour finir, après 45, au gouvernement. Il faisait déposer les armes à la classe ouvrière et lui demandait de redresser l'économie nationale.

## Le prix Nobel à

### «Amnesty international»

Le prix Nobel de la paix, destiné à récompenser les «œuvres humanistes» de personnalités ou organisme bourgeois a été décerné lundi à «Amnesty International». Cette organisation de démocrates bourgeois a organisé des campagnes contre la torture, la répression dans divers états. En particulier elle a dénoncé leur utilisation dans des pays soumis à des dictatures pro-américaines (Amérique du Sud par ex). Elle a également dénoncé l'utilisation criminelle de la psychiatrie et la répression en URSS.

Cependant l'action d'Amnesty International se

limite à un cadre bourgeois. Elle ne lutte pas pour supprimer les causes de la répression et de la torture dans le monde : le capitalisme, l'impérialisme le féodalisme. Cette organisation ne soutient pas le mouvement révolutionnaire des peuples. Son objectif : défendre la démocratie bourgeoise.

Le prix Nobel 1976 a été décerné à deux femmes d'Irlande du nord organisatrices du «mouvement des femmes pour la paix», mouvement réactionnaire et favorable au maintien de l'impérialisme anglais en Irlande du Nord.

## Les dossiers de Stromboni et Nicolai sont vides

Le «comité antirépression des Corsés de Paris» donnait mardi soir, à Paris, une conférence de presse. Il a indiqué qu'avec le développement de la répression dans l'île, ajoutée à la situation économique, la situation devient intolérable ; mais que l'attitude du pouvoir ne fait que renforcer la volonté de lutte du peuple corse.

En ce qui concerne José Stromboni et Jean Nicolai, patriotes corses emprisonnés depuis le 15 septembre et inculpés d'«atteinte à l'intégrité nationale» alors que leur dossier est totale-

ment vide, ils subissent la procédure d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'État.

De plus, la chambre de contrôle de la Cour de sûreté a violé les textes faisant obligation de se réunir dans les 48 h après appel du Parquet général. Or, la chambre de contrôle ne se réunirait que le 20 octobre, pendant tout ce temps, elle fait durer la détention.

Les avocats de la défense demandent l'annulation complète de la procédure.

L'atteinte à la liberté d'opinion politique, telle est l'attitude du pouvoir. Les protestations contre la répression se développent (meeting à Bastia, le 5 octobre). Des comités antirépression se constituent en Corse et sur le continent ; ils envisagent la tenue d'un meeting, à Paris, dans les prochains jours.

## Querelle PC - PS

# Un fait nouveau

Un fait réellement nouveau commence à se faire jour dans la dispute qui oppose le PC et le PS et les divise. Ce fait nouveau, il ne faut pas le chercher dans les déclarations de Marchais, Mitterrand, Fitterman ou Estier. Ce fait nouveau, c'est la prise de conscience qui se fait chaque jour un peu plus chez une partie des ouvriers et des travailleurs.

Nous citons ici quelques extraits de lettres de nos correspondants. On y verra que la majorité des travailleurs est écœurée, déçue par l'Union de la gauche. Les illusions tombent. Mais on y verra surtout que chez certains, cela va plus loin : à la déception succède la révolte, le rejet. Ce rejet,

### • Caisse primaire d'assurance maladie - St Brieuc

Dans tous les cas, les collègues sont déçus, découragés et écœurés par le comportement de ces gaillards, même si les avis sont partagés. Plusieurs d'entre elles affirmaient que ce n'était pas l'intérêt du peuple qui les intéresse mais bien les intérêts de leur parti, le profit que chacun pourrait en tirer pour soi de cette soi-disant union.

### • Entreprise IHF Ris - Essonne

Parmi les réactions une minorité dit : «Y en a marre de leurs conneries, aux prochaines élections, je ne voterai pas !»

### • PTT - Metz

A part quelques-uns qui soutenaient les positions du PCF, beaucoup exprimaient des doutes réels sur le Programme commun, sur les nationalisations.

### • Chimie - Lorient Les ouvriers sentent

### Solidarité avec les emprisonnés corses

Pour soutenir les militants corses emprisonnés, vous pouvez leur écrire aux adresses suivantes :

- José Stromboni, numéro 5189440. Division I, cellule 14, prison de la Santé, 75014 Paris.

- Jean Nicolai, numéro 668415, première division, cellule 351 B, prison de Fresnes (94261) 1, avenue de la Division Leclerc.

- Serge Cacciari : quartier politique, numéro 3115, centrale de Melun, BP 106, Melun (7701).

que ces partis ne défendent pas les ouvriers mais qu'ils veulent s'en servir comme d'une masse de manœuvre très intéressante pour arriver au pouvoir.

### • Une usine de Morlaix

Écœurement car les ouvriers comprennent que toute cette cuisine politique se

ce n'est pas ce qu'Edmond Maire appelle de l'«apolitisme inquiétant». Mais c'est le rejet des vieux partis, de la politique de ces vieux partis. Quand des camarades ouvriers disent : «Je ne voterai pas», ce n'est pas un abandon, c'est un choix : rejeter la politique des Marchais et Mitterrand.

Il faudrait citer aussi, nous le ferons dans une prochaine édition, tous les exemples où nos camarades interviennent dans des assemblées générales syndicales ou dans des réunions publiques du PCF et où ils expliquent leurs positions : ils sont écoutés, compris.

C'est cela le fait nouveau que nous essayons de synthétiser ici.

fait en haut, entre les états-majors politiques sans que la base soit associée et même contre sa volonté.

Révolte aussi : «S'ils continuent encore, je vais voter blanc ou même pas aller voter.»

### • Orléans

Certains avaient mis une confiance relative dans la gauche, pensent avoir au

moins par ce moyen les 40 heures, la retraite à 60 ans, etc. Ils sont très déçus, ils n'ont plus confiance.

Certains pensent que cela dévoile leur vraie nature, qu'on ne peut rien en attendre, que c'est une bonne chose que ça se voit maintenant. Ceux là pour l'instant s'abstiendraient de voter.

La nature de ces partis bourgeois, qui se disputent comme à droite, se fait jour.

## Rassemblement national du 6 novembre



# «OCTOBRE AUJOURD'HUI»

## Le scandale du logement

### 10 EXPULSIONS PAR JOUR A PARIS DES MILLIERS D'IMMIGRES DANS DES TAUDIS DES LOYERS EXHORBITANTS

Pour des millions de travailleurs, le logement est une des préoccupations des plus angoissantes. Pour les rapaces capitalistes, le logement est un des moyens d'exploiter encore plus les travailleurs et de faire des profits sur leur dos.

Les loyers sont très chers et absorbent une partie importante du salaire. Pour le moindre F 4 dans la région parisienne, le loyer dépasse 1 000 F par mois. Les sociétés de chauffage escroquent souvent les locataires en leur faisant payer des factures plus élevées que le coût réel du chauffage.

Quand le profit n'est plus suffisant, elles arrêtent de chauffer : à Creil (Oise), 1 585 familles sont en ce moment privées de chauffage.

Avec le chômage et l'appauvrissement général de la classe ouvrière, il est normal que des familles de plus en plus nombreuses n'arrivent plus à payer le loyer et les charges. Dans ce cas, la bourgeoisie n'a pas de pitié. Seul le profit compte. Elle les expulse. Au besoin elle

envoie les flics.

A Paris, 1 627 expulsions ont eu lieu du 1er avril au 31 août derniers, soit 10 expulsions chaque jour. Chirac tient ses promesses. Rappelons les expulsions de 6 familles avec 21 enfants en août au Marais. Les municipalités de droite ne sont pas seules en cause. Celles de gauche ne sont pas en reste : rappelons la pratique courante des saisies, par exemple à la cité des Marronniers à Vitry, dans une municipalité de gauche.

Dans les municipalités de droite ou de gauche, la discrimination raciale existe en matière de logement. Les travailleurs immigrés sont les plus scandaleusement «logés». Très souvent ils sont parqués dans des taudis appelés pudiquement foyers-hôtels. Dans un des derniers numéros de notre journal nous avons montré les conditions de logement au foyer du 34, rue Sedaine à Paris : 300 travailleurs couchent dans des lits superposés, entassés dans 2 salles communes où aucune vie personnelle,

aucune tranquillité ne sont possibles.

Sous divers prétextes, ils sont menacés d'expulsion, comme au 89, rue Fondary, où 130 travailleurs risquent d'être jetés à la rue, comme encore au foyer calédonien à Paris dans le 5e. Très souvent ces travailleurs sont privés des droits les plus élémentaires (droit de visite par exemple).

Pourtant la lutte est engagée un peu partout, que ce soit au Marais, rue Sedaine, rue Fondary, à Méry-sur-Oise (où les loyers ont été doublés il y a quelques semaines dans un foyer), etc.

Rappelons la magnifique lutte dans les foyers Sonacotra, lutte qui dure depuis près de 3 ans et qui, actuellement touche une cinquantaine de foyers.

Le soutien à ces luttes, la dénonciation des conditions scandaleuses de logement des ouvriers français et immigrés est un impératif de notre combat.

La lutte sur le logement sera un des aspects du 6 novembre. Nous pourrions en discuter ensemble.





la France des luttes

# RACISME = EXPLOITATION ET CRIMES

M. Stoleru a lancé des attaques contre les immigrés. Ses mesures réactionnaires visant les immigrés sont appliquées à la lettre. Suivant trois exemples qui montrent que les discours pourris et ordures de nos gouvernants ne sont pas si innocents que cela. Un, sur la manière dont sont logés la majorité des immigrés, deux autres, sur les

## Rodez

Le 5 octobre, l'Union interprofessionnelle CFDT et

l'Amicale des travailleurs algériens organisaient une conférence de presse pour sensibiliser la population et les pouvoirs publics sur

exactions des flics contre les immigrés. Ces messieurs se sentent protégés et donnent libre cours à leur haine bestiale. Nous attendons davantage de témoignages de nos lecteurs sur ce sujet. Il ne faut pas se borner à des vœux pieux et à des intentions. Il faut des actes. C'est primordial. La lutte antiraciste ne doit connaître aucun répit.

«les conditions de vie et d'habitat scandaleuses faites à la population algérienne». Il s'agit d'un foyer géré par la municipalité. Les travailleurs sont six par chambre et payent chacun 50F par mois. Un plafond est crevé, il pleut dans deux pièces, il y a des fuites d'eau partout et rien n'est fait pour réparer tout cela. Cette situation existe aussi pour des Turcs, des Portugais. Et cette municipalité donne dans le prestige (fêtes, etc...)

plus, ils ont reçu des ordres : «faut les foutre dehors, tous». Et vive les flics démocratiques. La haine raciste de ces mercenaires ne connaît pas de bornes.

## • Paris, station de métro Srasbourg - St-Denis

C'est une jeune Maghrébine. A la mi-septembre, les flics l'interpellent dans le métro. Classique contrôle d'identité ? Bien plus, cela ne suffit pas aux trois brutes, ils l'emmenent dans un petit bureau, ils la font deshabiller. On la menace d'expulsion si elle ne se soumet pas aux exigences de ces messieurs. Bref, au racisme s'ajoute un viol déguisé. Et ce n'est que sous la promesse de se rendre dans un café proche de la place d'Italie, le lendemain pour présenter son passeport à un de ces messieurs que la jeune Maghrébine a pu s'en aller, il était minuit. Les flics l'avaient interpellée à 22 heures.

## • Marseille

Cela se passait le 6 octobre Cours Belsunce à Marseille. Sept bergers allemands et quatorze flics ont assailli un immigré de 25 ans. Il a été roué de coups et les chiens se sont jetés sur lui. Un travailleur qui essaya de s'interposer fut arrêté par les flics, amené au commissariat et relâché à deux heures du matin. Les flics auparavant ont sorti leurs gros arguments racistes : «Ils violent nos femmes», «bourrent nos hôpitaux», «le chômage, c'est leur faute». De

## • Jacques Borel International

### Quand les employés vont au restaurant

Suite à la mise à pied d'une déléguée CFDT, le personnel, sous l'impulsion de la section CFDT, a débrayé lundi 10 octobre de 12 à 14 h. Il a été fait appel aux autres employés de la Tour Montparnasse. C'est environ trente personnes qui ont manifesté au 56e étage de la Tour. Aux cris de «Union, action contre la répression» et de «Avec ou sans Borel, c'est toujours le bordel», elles sont allées manifester dans le restaurant. Un communiqué a été lu aux personnes présentes, communiqué dénonçant le climat de terreur qui règne chez Borel (voir HR, N° 745).

Ensuite, elles sont allées au restaurant inter-entreprises pour défilé en scandant des slogans et prendre la parole. Un chef qui prétendait leur interdire la parole a été repoussé.

Les bureaux de Jacques Borel ont retenti des cris des manifestants. Cette action combative et de masse a rallié quelques gardiens de la Tour, personnel COGETOM, qui ont débrayé et manifesté. Cette manifestation a rompu la façade inodore que le patronat veut donner à la Tour Montparnasse et d'où il pensait peut-être étouffer la lutte de classe.

## • St-Fromond

### Comment le PCF utilise une lutte à son profit

Samedi 24 septembre dernier l'UL CGT de la Manche organisait un grand rassemblement pour soutenir, en paroles, la grève des tuileries de St-Fromond (HR 736). Quelques mots seulement furent prononcés sur la grève, le reste fut un maxi-développement sur les bienfaits du Programme commun. Une collecte aurait dû être organisée mais l'appel fut lancé trop tard, les gens ayant regagné leur voiture pour aller à St-Lô.

Sur quelques voitures, les ouvriers des tuileries avaient pu mettre : «Non à la fermeture des tuileries» tout le reste était à la gloire de la CGT.

Arrivées à St-Lô, les voitures n'allèrent pas sur la place où avait lieu le marché mais sur une place isolée en dehors du centre-ville. Là avaient été dressés une buvette et des drapeaux tricolores. Une pétition pour le Programme commun circula mais de la grève personne ne parla. Les responsables de l'UL-CGT de St-Lô déclarèrent : «Il paraît que c'est à nous de clôturer cette manifestation, alors... clôturons!!!» Tous ces faits et ces pratiques montrent la volonté délibérée de certains responsables de la CGT de récupérer la misère des travailleurs à leur profit exclusif. Correspondant H.R.

## Fête du PCF à Avranches

A l'entrée, une pétition sur la réactualisation du Programme commun. Ceux qui prenaient le billet d'entrée étaient sollicités avec insistance pour la signature. A l'intérieur, chaque cellule représentée (Avranches, Coutances, Grandville, etc.) avait une activité de fête foraine. Rien n'était politique, aucun panneau sur les luttes ouvrières de la Manche. Par contre, des militants du PCF essayaient de placer à tout prix leurs cartes d'adhésion dans les mêmes termes que s'ils avaient vendu des billets de loterie ou des machines à laver en promotion. Intervention de deux militants de l'Humanité rouge dans certains des groupes de vente de cartes. Les militants du PCF y répondirent par des insultes ou refusèrent de répondre.

Au sujet du pouvoir aux travailleurs, un militant PCF se permit de dire «si les travailleurs veulent le pouvoir,

ils n'ont qu'à le prendre tout seuls». C'est dire avec une grande sincérité que le pouvoir pour les travailleurs, ce n'est pas l'affaire du PCF.

• 89 rue Fondary

## UNE FETE POUR LA LUTTE



Samedi dernier, les locataires du foyer-hôtel, 89, rue Fondary, ont organisé une fête pour faire connaître leur lutte.

Une centaine de personnes étaient là, ce qui constitue un succès.

La soirée comportait successivement des chansons sur la condition ouvrière, un montage-diapos sur la prison d'Arcs à Marseille. Enfin, des interventions ont été faites pour rappeler les objectifs de la lutte.

Un travailleur a indiqué que le propriétaire avait «offert» 7 millions anciens

pour casser la lutte. Il a appelé à continuer celle-ci. Les travailleurs ont rappelé qu'au cours d'un procès en référé, on leur avait proposé, du moins pour la moitié d'entre eux, un logement à l'hôtel de Limoges ( une étoile s'il vous plaît) pour un loyer de 300 F par mois. Evidemment ils ne pouvaient ni faire la cuisine, ni laver, ni recevoir. Mais il y a de la moquette, a dit le juge ; «Messieurs les travailleurs immigrés, de quoi vous plaignez-vous ?»

Les travailleurs ne veulent pas de balivernes. La lutte continue.



POUR CORRESPONDRE  
PAR TELEPHONE : 202 18 29

## SOUSCRIPTION

### LA VIOLENCE DES MASSES

Tous les jours, la grande presse procède à l'inversion du blanc et du noir, du vrai et du faux. Dans cette presse nourrie par le fric des monopoles, la confusion est savamment entretenue entre la lutte révolutionnaire et le terrorisme. La lutte armée des peuples pour leur libération est assimilée à du fanatisme sanglant. Les séquestrations de patrons et les racées infligées aux CRS par les ouvriers et les paysans sont assimilées à des crimes contre la liberté, à des provocations. Parlent-ils de la violence quotidienne de la bourgeoisie et de ses bandes armées, c'est pour l'estomper, la camoufler, la justifier.

Nous, communistes marxistes-léninistes, nous n'aimons pas la violence, nous ne l'aimons pas à cause de toutes les souffrances et des sacrifices qu'elle entraîne, mais tou-

te l'expérience de l'humanité, toute l'histoire, nous apprennent que pour anéantir la force brutale des exploités, il n'est pas d'autre chemin que le recours à la violence révolutionnaire des masses. Voilà pourquoi nous soutenons les ouvriers, les paysans qui osent riposter à la violence des flics, les travailleurs qui rejettent le pacifisme et recourent à une juste violence pour faire rendre gorge aux exploités.

Voilà pourquoi le socialisme pour lequel nous luttons c'est celui que construira le peuple en armes.

Pour que l'odieuse violence de la bourgeoisie soit impitoyablement dénoncée, et exaltée la violence révolutionnaire des masses, il faut que notre Humanité rouge vive. Camarades et amis lecteurs souscrivez pour les 60 millions !

60 MILLIONS AVANT  
LE 31 DECEMBRE

## • Carrières du Sullé Bourbriac

### La lutte seule paie et paiera !

A la carrière du Sullé 12 ouvriers sont en grève depuis plus de 15 jours. Cette carrière appartient à l'entreprise de travaux publics Alfred Helary (160 personnes).

Ils sont en grève pour : augmentation de la prime de carrière à 150F par mois, révision des classifications, un moyen de locomotion pour aller au restaurant, des bottes de sécurité ainsi que des cirés, un distributeur automatique de boissons, le 13ème mois. Ils sont syndiqués à la CFDT depuis un an. Des ouvriers ont décidé la grève à l'unanimité et ils occupent les carrières qui sont le poste-clé des chantiers. Après des heurts provoqués par le patron, des insultes sont lancées par les ouvriers après lui et cela lui sert de prétexte à un licenciement, le patron convoque les ouvriers en référé mais il est débouté. Après 2 semaines

une augmentation de 10% de la prime de fin d'année, le comité d'entreprise devra mettre un distributeur de boissons chaudes à la disposition des ouvriers.

Mais Helary refuse de réintégrer l'ouvrier licencié. Réunis en assemblée générale, le 30 octobre, les ouvriers décident de poursuivre la grève. Ils ont organisé un Fest Noz de et des collectes: 2 400 F à l'AOIP, 300F chez Doux à Pédrernec.

La lutte continue pour la réintégration du camarade licencié.

D'après une correspondance de Guingamp après discussion avec les ouvriers du Sullé.

de négociations il lâche : augmentation de la prime de carrière à 100F, la révision de 7 classifications sur 9, l'attribution d'une camionnette 9 places et d'une R.4, des chaussures ou des bottes de sécurité, des cirés;